

"Les Cinq tentent de regagner de Gaulle à leur cause" dans The Observer (24 octobre 1965)

Légende: Le 24 octobre 1965, le journal du dimanche britannique The Observer évoque les efforts consentis par les cinq partenaires européens de la France pour l'amener à reprendre sa place au Conseil des ministres et mettre ainsi fin à la crise de la chaise vide.

Source: The Observer. 24.10.1965, No 9 095. London: The Observer Limited. "The five try to win back de Gaulle", auteur:Millinship, William , p. 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_cinq_tentent_de_regagner_de_gaulle_a_leur_cause_dans_the_observer_24_octobre_1965-fr-cd421534-90b4-4be8-a11f-79678f8cab22.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Les Cinq tentent de regagner De Gaulle à leur cause

par **WILLIAM MILLINSHIP**
Bruxelles, le 23 octobre

Les ministres de cinq des six pays du Marché commun vont se rencontrer à Bruxelles lundi prochain pour inciter la France à reprendre la chaise qu'elle laisse vide depuis début juillet. Mais leurs chances de mettre fin au boycott pratiqué par la France depuis quatre mois semblent minces.

Au mieux, ils pourront se mettre d'accord entre eux sur un vague ordre du jour d'une conférence ministérielle avec la France à propos des moyens de dégripper la machine du Marché commun. Mais, même en supposant qu'une telle offre puisse être faite dans des termes acceptables pour Paris, les obstacles à une véritable solution seront encore décourageants.

Il est clair désormais, même pour les «Européens» les plus optimistes, que la crise ne sera pas résolue en un coup de pouce.

Les Français s'étaient retirés initialement parce que leurs partenaires n'avaient pas pu se mettre d'accord sur le calendrier des accords financiers concernant le marché commun agricole. Mais maintenant, ils ne se cachent plus derrière une façade d'arguments juridiques persuasifs. Ils insistent sur le fait que leurs objections au Marché commun sont de nature fondamentalement politique.

M. Couve de Murville, le ministre français des Affaires étrangères, a montré tout à fait clairement cette semaine qu'un accord sur les prix agricoles ne suffisait pas. Il a exigé «qu'un accord politique soit conclu avant que les discussions sur des problèmes concrets et techniques puissent reprendre».

Il était moins précis sur les conséquences de l'accord politique. Mais il est évident que le général de Gaulle est déterminé à restreindre l'influence politique de la Commission européenne, présidée par M. Walter Hallstein. Il s'oppose également au système du vote majoritaire, qui sera généralisé en janvier prochain, lorsque la Communauté abordera la troisième étape de la période transitoire.

On pense ici que si le vote majoritaire était le seul problème, les Cinq pourraient à contre-cœur accepter de ne pas l'imposer pour l'instant. Mais l'on craint que le général de Gaulle ne fasse que répondre à cette concession par d'autres exigences.

Toujours actif

Il semble toujours que son véritable objectif soit une union européenne selon ses conditions – c'est-à-dire fondée sur des accords entre gouvernements souverains. M. Couve de Murville a fait entendre cette semaine que la crise du Marché commun durerait tant qu'il n'y aurait pas d'organisation politique de ce genre.

Cela pose une fois de plus le problème fondamental de la défense, et l'on peut s'attendre à ce que la ligne de conduite gaulliste se durcisse si Washington décide de relancer l'idée d'une force nucléaire atlantique.

La semaine prochaine, les ministres discuteront probablement de ces problèmes fondamentaux et de leurs implications au cours de réunions privées plutôt que dans la salle du Conseil. Mais les Cinq ne semblent absolument pas d'humeur à faire des concessions importantes à la France.

Les Allemands, les Néerlandais et les Italiens défendent tous avec force le rôle de la Commission Hallstein. Même M. Spaak, le représentant toujours actif de la Belgique, a durci sa proposition initiale d'organiser une conférence sans la Commission pour lui donner le caractère d'une mise en demeure de la France de jouer cartes sur table.

M. Spaak semble cependant être le seul ministre des Affaires étrangères à avoir hâte de rencontrer les Français. Les autres, pour des raisons de politique interne, refusent même de faire semblant de céder au

général de Gaulle.

On pense ici que la crise pourrait «continuer à gronder en sourdine pendant des mois». Le marché commun avance en roue libre. Le 1er janvier il y aura une nouvelle baisse automatique de 10 % des tarifs douaniers entre les Six, et il ne fait aucun doute que la France l'acceptera, puisqu'elle est conforme à sa propre politique anti-inflationniste. Mais la machine ne peut pas continuer à tourner indéfiniment dans ces conditions.

Espoirs déçus

On avance ici quelques spéculations sur une ouverture possible en direction de la Grande-Bretagne, si la crise n'est toujours pas résolue à la fin de l'année prochaine. Dans certains milieux on estime que cette avance devrait servir de menace pour forcer la main à De Gaulle. Mais ce genre de plan hasardeux ne semble pas avoir été étudié sérieusement par les Cinq au niveau gouvernemental, malgré des consultations intenses derrière les coulisses que M. Fanfani, ministre italien des Affaires étrangères, a dirigées depuis son lit de malade à New York.

Même dans la perspective d'un échec total, personne n'envisage de revenir au point de départ. Les barrières douanières ne réapparaîtraient pas immédiatement partout en Europe. Mais les dégâts seraient considérables, et la France en souffrirait peut-être plus que les autres pays.